

Enquête 2016 auprès de la Génération 2013

Pas d'amélioration de l'insertion professionnelle pour les non-diplômés

Dans un contexte de faible reprise économique, l'accès à l'emploi des jeunes de la Génération 2013 est légèrement plus favorable que pour la génération précédente. En 2016, soit trois ans après avoir quitté le système éducatif, un jeune actif sur cinq recherche un emploi et c'est le cas pour un jeune actif non diplômé sur deux. Ces niveaux restent bien supérieurs à ceux connus avant la crise.

Emilie GAUBERT
Valentine HENRARD
Alexie ROBERT
Pascale ROUAUD
(Céreq)

Les jeunes sortis du système scolaire en 2013 et interrogés en 2016 dans le cadre du dispositif Génération du Céreq (cf. encadré 4 page 4) sont légèrement moins exposés au chômage que leurs prédécesseurs, sortis en 2010. Néanmoins cette éclaircie, ténue, ne concerne pas tous les jeunes et ne porte pas sur tous les aspects de l'insertion professionnelle.

La Génération 2010 était arrivée sur un marché du travail nettement dégradé suite à la crise de 2008. La Génération 2013 a, pour sa part, quitté le système éducatif dans un contexte de faible reprise : la croissance économique, atone dans un premier temps, se consolide à partir de 2014. De ce fait, ses débuts dans la vie active, très proches de ceux de la Génération 2010, sont nettement moins favorables que ceux de la Génération 2004, entrée sur le marché du travail avant la crise (cf. graphique 1 page 2). Au cours de la troisième année, le taux d'emploi se stabilise pour la Génération 2013, alors qu'il était reparti à la baisse pour la Génération 2010, sous l'effet de l'approfondissement de la dégradation de la conjoncture. Mais au bout de trois ans, la Génération 2013 accède à peine plus à l'emploi que la précédente. Elle reste marquée par la crise, en dépit de la tendance à l'élévation du niveau de diplôme.

Par ailleurs, au-delà du contexte conjoncturel, l'insertion professionnelle de la Génération 2013 est à analyser au regard de l'évolution de l'intervention publique avec la forte montée en charge des contrats aidés (hors alternance). Enfin, sur le plan scolaire, cette génération a été marquée par la rénovation de la voie professionnelle dans l'enseignement secondaire.

Une génération sensiblement plus diplômée

S'appuyant sur l'enquête Emploi de l'INSEE, la répartition par grands niveaux de diplôme de la Génération 2013 vient confirmer les effets d'une tendance au prolongement des études. Entre les Générations 2010 et 2013, la part des sortants sans diplôme diminue pour atteindre 14% (cf. tableau 3 page 3). De son côté, la part des diplômés du secondaire reste globalement stable, mais des évolutions apparaissent à un niveau plus fin. En effet, en lien avec la généralisation du baccalauréat professionnel en trois ans depuis la rentrée 2009, la part des diplômés de bacs pro augmente (+4 points) au détriment de celle des titulaires de BEP et de bacs technologiques et généraux. La part des diplômés du supérieur s'accroît également, notamment celle du supérieur court (+2 points). Le développement de l'accès au baccalauréat et l'augmentation du taux de poursuite dans le supérieur expliquent en partie la hausse des effectifs dans le supérieur depuis une quinzaine d'années, et plus particulièrement sur les cinq dernières. Au total, la Génération 2013 apparaît donc sensiblement plus diplômée que les précédentes.

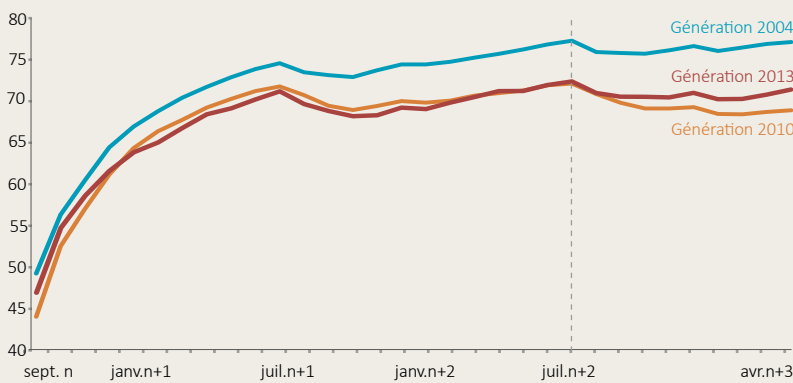
Une amélioration modérée de l'accès à l'emploi pour l'ensemble de la génération

Au printemps 2016, soit trois ans après la sortie du système éducatif, le taux de chômage de la Génération 2013 atteint 20%. Il enregistre une baisse de trois points par rapport à la Génération 2010, mais reste à un niveau historiquement élevé. ●●●

GÉNÉRATION 2013
INSERTION
PROFESSIONNELLE
NON-DIPLÔMÉS
ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET
SUPÉRIEUR

1 Un taux d'emploi en-deça du niveau d'avant crise

Evolution du taux d'emploi au cours des trois premières années de vie active



Source : enquêtes Génération 2004, Génération 2010 et Génération 2013 (données provisoires).
Champ : France métropolitaine.

Les **contrats aidés** (hors alternance) regroupent les emplois d'avenir, les contrats uniques d'insertion – contrat initiative emploi (CUI-CIE) et contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE).

●●● Cette légère amélioration de la situation à trois ans se retrouve dans les parcours des jeunes au cours de leurs trois premières années de vie active : 63% des jeunes de la Génération 2013 accèdent au premier emploi en moins de trois mois, soit deux points de plus que leurs aînés. 11% ont un début de parcours très éloigné de l'emploi (avec moins de 10% de leur temps passé en emploi), c'est légèrement moins que pour la génération précédente. En revanche, ils connaissent dans des proportions comparables (38%) une situation d'emploi quasi-permanent (plus de 90% de leur temps passé en emploi).

Si les jeunes de la Génération 2013 sont un peu moins exposés au chômage, leurs conditions d'emploi à trois ans n'attestent pas d'une amélioration visible. Ainsi, s'établissant à 61%, la part des emplois à durée indéterminée (EDI) a diminué de quatre points, au profit de l'intérim et des contrats aidés. Entre 2013 et 2016, avec la montée en charge des emplois d'avenir, le nombre de jeunes bénéficiaires de contrats aidés a fortement augmenté, contrastant avec la baisse qui avait été enregistrée entre 2007 et 2012. On observe en outre une légère dégradation du salaire à la première embauche entre les Générations 2010 et 2013. Cette dégradation se résorbe à trois ans, les salaires progressant plus entre l'embauche et l'emploi à trois ans pour cette génération que pour la précédente. Au printemps 2016, le salaire net médian de la Génération 2013 s'établit à 1 460 euros.

Les non-diplômés, moins nombreux, mais toujours aux marges de l'emploi

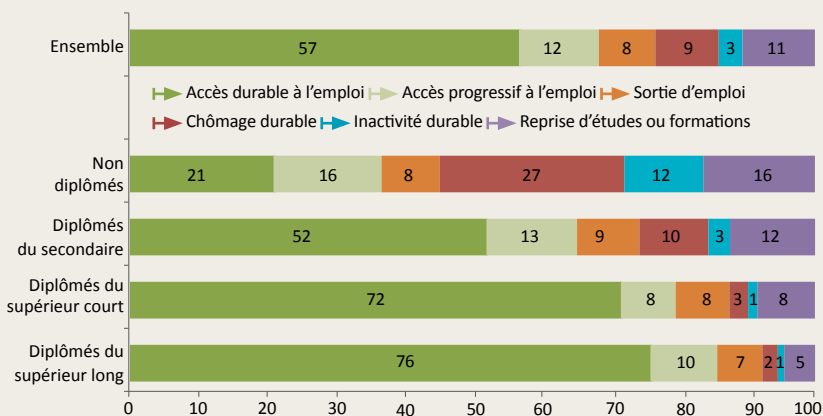
Les jeunes sortis sans diplôme en 2013, moins nombreux que ceux de la Génération 2010, ne voient pas leurs conditions d'insertion s'améliorer. Trois ans après leur entrée dans la vie active, leur taux de chômage, qui avoisine les 50%, est supérieur de plus d'une vingtaine de points aux niveaux observés pour les générations qui se sont insérées avant la crise. Malgré la part importante des contrats aidés (surtout des emplois d'avenir), le taux d'emploi des non-diplômés atteint péniblement 40%.

Les emplois occupés sont plus souvent à temps partiel subi (23%) que ceux des diplômés du secondaire (14%) et les niveaux de salaire mensuels sont faibles (un quart des non-diplômés gagne moins de 900 euros, la moitié moins de 1 200 euros). Seuls 32% ont accédé rapidement à leur premier emploi et à peine 12% ont connu une situation d'emploi quasi-permanent (plus de 90% du temps); enfin, 31% n'ont occupé aucun emploi entre 2013 et 2016. Leurs trajectoires durant les trois premières années témoignent également des grandes difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à l'emploi et s'y maintenir (cf. encadré 2 ci-contre).

Au printemps 2016, les non-diplômés sont moins souvent en situation de reprise d'études que leurs homologues de la Génération 2010 (9% contre 12%) et plus souvent inactifs (11% contre 9%). Signe d'un éloignement durable du marché du travail, l'inactivité déjà traditionnellement élevée parmi les filles non diplômées a encore fortement progressé : 17% d'entre elles sont inactives trois ans après leur sortie du système éducatif, contre 12% pour celles de la Génération 2010.

2 Les trajectoires des non-diplômés restent très précaires

Répartition des types de trajectoires sur les trois premières années de vie active (%)



Source : enquête Génération 2013 (données provisoires).
Champ : France entière

L'enquête Génération permet de connaître mois par mois la situation de chaque jeune : en emploi, au chômage, en reprise d'études ou formation ou inactif. L'analyse de ce calendrier permet de dégager six types de trajectoires.

69% des jeunes de la Génération 2013 ont des trajectoires marquées par l'emploi, avec un accès durable ou progressif. La très grande majorité des jeunes possédant un diplôme présente ce type de trajectoire, avec un net avantage pour les niveaux de diplôme les plus élevés. Les non-diplômés se démarquent de l'ensemble : si quatre sur dix se situent dans des trajectoires d'emploi, autant ont une trajectoire qui s'en éloigne, marquée par le chômage ou l'inactivité. Par ailleurs, 16% se sont inscrits dans un processus de reprise d'études ou de formation et 8% sont sortis de l'emploi après y avoir accédé en début de parcours.

Dans le secondaire, les premiers effets de la réforme du bac pro

Les diplômés du secondaire avaient vu leur taux de chômage trois ans après la fin de leurs études augmenter fortement suite à la crise (+10 points entre la Génération 2004 et la Génération 2010). Ils enregistrent, au sein de la Génération 2013, la plus forte baisse par rapport à la Génération précédente (-3 points). L'amélioration de l'accès à l'emploi s'accompagne en revanche d'une nette diminution de la part de l'emploi à durée indéterminée (-7 points pour l'emploi à trois ans). Ces évolutions s'expliquent en partie par une hausse de la part de jeunes bénéficiaires de contrats aidés qui a plus que doublé entre 2013 et 2016, pour atteindre 7 % des contrats de travail des jeunes diplômés du secondaire en emploi à la date d'enquête.

Les effets de la généralisation du bac pro en trois ans sont observables pour la première fois sur la Génération 2013. Cette réforme a modifié la structure des diplômés au niveau du secondaire avec un basculement des anciens diplômés de BEP vers le bac pro. Alors que les diplômés de BEP représentaient 6 % des sortants de 2010, ils ne sont plus que 2 % de ceux de 2013. Dans le même temps, la part des diplômés de CAP passe de 7 % à 9 % entre les deux générations et la part des bacheliers professionnels augmente de quatre points. Par ailleurs, la part des apprentis parmi les nouveaux bacheliers professionnels a diminué (-7 points). Ainsi, à l'issue de la réforme, trois groupes, dont les conditions

d'insertion évoluent différemment, se distinguent : les diplômés de CAP, les bacheliers professionnels et les bacheliers technologiques et généraux.

Le taux d'emploi des CAP et BEP augmente de quatre points pour la Génération 2013. Néanmoins, ils restent aussi nombreux à connaître des parcours éloignés de l'emploi (dans les deux générations, 15 % passent moins de 10 % de leur temps en emploi au cours de leurs trois premières années de vie active).

Les bacheliers professionnels connaissent une légère baisse du taux d'emploi ainsi qu'une dégradation de leurs parcours : la part d'entre eux accédant à l'emploi en moins de trois mois diminue (-2 points), tout comme celle de ceux en emploi plus de 90 % du temps durant les trois années d'observation (-4 points). Cependant, l'insertion des nouveaux bacheliers professionnels est, dans son ensemble, bien meilleure que celle des anciens BEP, suggérant un effet global plutôt positif de la réforme sur l'insertion.

De leur côté, les bacheliers technologiques connaissent l'évolution la plus favorable du taux d'emploi à trois ans avec une hausse de six points. Enfin, le taux d'emploi des bacheliers généraux progresse de quatre points. Ils sont souvent, plus encore que les bacheliers technologiques, sortants sans diplôme de l'enseignement supérieur. Leur taux de reprise d'études, qui reste le plus élevé de la génération, diminue néanmoins de trois points pour atteindre 23 % en 2016.

Le **taux de chômage** correspond à la part de chômeurs parmi les actifs, c'est-à-dire parmi les jeunes en emploi et au chômage.

Le **taux d'emploi** correspond à la part de jeunes en emploi parmi les jeunes de la génération.

EDI • Emploi à durée indéterminée (CDI, fonctionnaires et emplois non salariés).

CAP • Certificat d'aptitude professionnelle
BEP • Brevet d'études professionnelles
BTS • Brevet de technicien supérieur
DUT • Diplôme universitaire de technologie
M1, M2 • Masters 1 et 2

3 Entre 2013 et 2016, une légère amélioration de l'insertion, mais pas des conditions d'emploi

Plus haut diplôme obtenu par les jeunes sortis de formation initiale	Situation des jeunes trois ans après la sortie du système éducatif									
	Effectifs (%)		Taux d'emploi (%)		Taux de chômage (%)		Part de jeunes en EDI* (%)		Salaire mensuel net médian** (en euros constants)	
	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013	2010	2013
Aucun diplôme	17	14	40	40	50	49	39	34	1 140	1 200
Diplômes du secondaire	43	43	64	67	25	22	58	51	1 290	1 300
CAP, BEP, mention complémentaire	15	13	61	65	32	28	56	49	1 270	1 300
Bac professionnel	13	17	74	72	20	20	66	57	1 310	1 330
Bac technologique	6	5	61	67	24	17	50	44	1 260	1 280
Bac général	9	7	54	58	22	19	51	44	1 270	1 280
Diplômes du supérieur court	23	25	81	81	12	11	74	70	1 540	1 560
BTS-DUT, autres bac+2	11	11	78	80	15	12	72	68	1 470	1 450
Bac+2/3 santé social	4	4	96	93	2	3	83	81	1 720	1 700
Licence professionnelle	3	4	85	87	10	9	77	73	1 610	1 620
Autres bac+3/4	5	5	72	70	14	16	70	63	1 510	1 520
Diplômes du supérieur long	17	18	88	86	9	10	80	79	2 120	2 100
M2 et autres bac+5	9	9	84	83	12	12	75	74	1 910	1 830
Écoles de commerce et d'ingénieurs	5	6	93	90	6	7	93	90	2 350	2 370
Doctorat (santé et hors santé)	3	3	92	91	6	6	69	71	2 410	2 300
Ensemble	100	100	68	70	23	20	65	61	1 450	1 460

* Parmi les jeunes en emploi - ** Salaire mensuel net médian (primes incluses, tous temps de travail confondus, en euros constants de juillet 2016), parmi les jeunes salariés. EDI : emploi à durée indéterminée.

Source : enquêtes Génération 2010 et Génération 2013 (données provisoires). Champ : France entière.

D'avril à juillet 2016, le Céreq a interrogé un échantillon représentatif des 693 000 jeunes qui ont quitté pour la première fois le système éducatif en France, au cours ou à l'issue de l'année scolaire 2012-2013.

Environ 19 500 jeunes de tous les niveaux de formation ont répondu à cette enquête téléphonique d'une durée moyenne de 30 minutes.

Destinée à étudier les différences de conditions d'accès à l'emploi en fonction de la formation initiale suivie et de diverses caractéristiques individuelles (genre, origine sociale, origine nationale), l'enquête aborde le parcours scolaire et ses spécificités (les séjours à l'étranger par exemple), mais surtout les différentes situations mensuelles d'activité détaillées entre la sortie de formation et le printemps 2016.

Cette enquête de la statistique publique s'inscrit dans un dispositif d'observation régulier et fait suite aux Générations 1992, 1998, 2001, 2004, 2007 et 2010. Pour la réaliser, le Céreq a constitué une base de données de près de 1 300 000 jeunes sortants présumés du système éducatif, en France métropolitaine et d'Outre-Mer dans laquelle un échantillon représentatif a été tiré.

Cette publication s'appuie sur une base comparable entre les Générations 2010 et 2013, contenant 713 000 individus de la Génération 2010 et 678 000 de celle de 2013. Les sortants d'IUFM* et d'ESPE* ont été retirés de l'analyse. Les données de l'enquête Génération sont calées sur la structure des sortants fournie par l'enquête Emploi de l'INSEE. Ces données de structure sont susceptibles d'être révisées.

Pour en savoir plus sur les enquêtes Génération :

<http://www.cereq.fr/sous-themes/Enquetes-Generation-Sous-Themes/Generation-2013-enquete-2016>

* Institut universitaire de formation des maîtres - École supérieure du professorat et de l'éducation

●●● 33% des diplômés de l'enseignement secondaire professionnel ont effectué leur dernière année de formation en apprentissage. Pour eux, cette voie de formation constitue un atout en termes d'insertion professionnelle. À la date d'enquête, leur taux de chômage est inférieur de douze points à celui des diplômés de l'enseignement secondaire formés par la voie scolaire.

Pas d'amélioration pour les diplômés du supérieur

85% des diplômés de l'enseignement supérieur de la Génération 2013 sont en emploi trois ans après la sortie du système éducatif. Leur taux de chômage, de 10%, reste identique à celui de leurs homologues sortis en 2010. Par ailleurs, après trois années de vie active, la part des emplois occupés à durée indéterminée est en légère baisse, de même que leur salaire mensuel net médian qui s'établit à 1 710 euros.

Au sein des jeunes sortants avec un niveau de diplôme inférieur au master, appelés ici diplômés du supérieur court, l'amélioration la plus nette des conditions d'insertion concerne les diplômés de BTS et DUT pour lesquels le taux de chômage baisse de près de trois points. Les diplômés de licence professionnelle, qui avaient été relativement préservés de la crise, ne connaissent pas d'amélioration notable de leur situation au regard de l'emploi. Cependant, trois ans après leur sortie, ils sont autant en emploi que les diplômés

du supérieur long (87%) et ont un taux de chômage proche de 9%. Ils conservent leur avantage, au sein des diplômés du supérieur court, en termes d'accès à l'emploi et de niveau de rémunération, derrière les diplômés de bac+2/3 de la santé et du social. Dans le cycle universitaire, la licence générale et le M1 ne constituent plus des niveaux de sortie pertinents et leur valorisation sur le marché du travail s'en ressent : le taux de chômage des titulaires de licence générale et de M1 s'est de nouveau accru pour atteindre 16% et la part des emplois occupés à durée indéterminée a nettement chuté (-7 points). Il faut toutefois souligner que les jeunes sortants d'Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE), ne sont pas pris en compte dans cette étude.

Pour les diplômés du supérieur long (bac+5 et plus), les conditions d'insertion se dégradent légèrement : le taux de chômage stagne, proche de 10%, l'accès rapide à l'emploi est moins fréquent (-2 points) et la part des diplômés en emploi plus de 90% du temps durant leurs trois premières années de vie active diminue (-4 points). Enfin, à l'exception des sortants de grandes écoles, ces jeunes subissent une perte de pouvoir d'achat à trois ans. Pour autant, les sortants des grandes écoles et les docteurs conservent de très bonnes conditions d'insertion, parmi les meilleures de la génération : les taux de chômage restent modérés, les taux d'emplois, trois ans après la fin des études, sont supérieurs à 90% et ils bénéficient toujours des niveaux de salaires les plus élevés (salaire médian autour de 2 300 euros).

La crise avait fortement heurté les non-diplômés et les diplômés du secondaire de la Génération 2010. Pour la Génération 2013, le fossé entre niveaux de diplômes est loin d'être résorbé. Si les diplômés du secondaire dans leur ensemble connaissent une amélioration de l'accès à l'emploi, les non-diplômés, en revanche, restent très touchés par le chômage, et ce en dépit de l'augmentation des contrats aidés dont cette génération a bénéficié. Ces résultats mettent en évidence le caractère structurel des difficultés rencontrées sur le marché du travail par les jeunes sortants du système éducatif sans aucun diplôme.

Pour en savoir plus

Quand l'école est finie... Premiers pas dans la vie active de la Génération 2013, Céreq Enquêtes, à paraître quatrième trimestre 2017.

RERS (Repères et références statistiques) sur les enseignements, la formation et la recherche, DEPP, 2016.

Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme, C. Barret, F. Ryk, N. Volle, Céreq, *Bref* n°319, mars 2014.